

*The Professionalization of History in English Canada.* Par  
Donald Wright. (Toronto: University of Toronto Press, 2005. x +  
270 p., ill. Fig., bibl., ann. ISBN 0-8020-3928-6 45 \$)

Yves Gingras

Volume 30, numéro 2, 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800551ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800551ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

0829-2507 (imprimé)

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gingras, Y. (2007). Compte rendu de [*The Professionalization of History in English Canada*. Par Donald Wright. (Toronto: University of Toronto Press, 2005. x + 270 p., ill. Fig., bibl., ann. ISBN 0-8020-3928-6 45 \$)]. *Scientia Canadensis*, 30(2), 125–129. <https://doi.org/10.7202/800551ar>

***The Professionalization of History in English Canada.* Par Donald Wright.** (Toronto: University of Toronto Press, 2005. x + 270 p., ill. Fig., bibl., ann. ISBN 0-8020-3928-6 45 \$)

L'ouvrage de Donald Wright constitue sans contredit un apport important à l'étude de la formation des disciplines scientifiques. L'auteur retrace le développement de l'histoire comme discipline universitaire au Canada anglais du milieu du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu des années 1960. Comme c'est souvent le cas chez les historiens, la problématique est mince et vite oubliée au profit d'une description détaillée des principaux événements. Il faut dire cependant que cela a l'avantage de permettre au lecteur de réinterpréter ces événements dans un cadre conceptuel moins indigent que celui de la « professionnalisation » retenu par l'auteur, terme vague à souhait qui ne permet pas vraiment de différencier l'histoire de la médecine ou du droit, type idéaux de la « profession » depuis les années 1960.

En fait, l'ouvrage décrit un processus classique de formation d'une discipline académique. Il rappelle d'abord l'époque où l'histoire

intéressait d'abord des membres de la bourgeoisie canadienne, masculine et féminine. Ainsi David Ross McCord, avocat de formation jouera un rôle central de collectionneur, jetant les bases du Musée McCord. L'auteur est aussi attentif aux contributions des femmes qui fondèrent, en parallèle aux sociétés masculines, des sociétés féminines d'histoire à Ottawa, Toronto et ailleurs au Canada — bien sûr, les sociétés masculines n'ajoutaient pas le mot « homme » à leur intitulé... L'auteur retrace ensuite la création des départements d'histoire dans les principales universités canadiennes. Bien que l'auteur se limite à une description des différentes embauches et n'analyse pas les effets du colonialisme sur l'enseignement dispensé par les professeurs, il est clair que bon nombre d'entre eux avaient une formation britannique ou américaine. Ainsi, le département d'histoire de l'Université de Toronto, qui était sous la coupe de George Wrong, embaucha quinze professeurs entre 1904 et 1918 dont douze provenaient d'Oxford. Wrong, tout Ontarien qu'il fût, ne croyait qu'au B.A. décerné par Oxford ; il considérait aussi qu'une femme ne pouvait être professeur d'histoire. Le diplôme de Ph.D. n'étant pas encore le sésame donnant accès à l'université, un B.A. britannique valait encore son pesant d'or au Canada anglais. Au cours de l'entre-deux guerres, on assista à la mise en place des outils nécessaires au fonctionnement des disciplines : création de la *Canadian Historical Review* en 1920 et de la *Canadian Historical Association* en 1922. Sans surprise, ces organisations seront rapidement dominées par les universitaires, laissant ainsi en marge les « amateurs » dont l'existence est en fait un effet de l'académisation de la pratique historienne. Dans ce processus, l'auteur est particulièrement attentif aux effets d'exclusion des femmes présentes et actives dans les sociétés savantes fondées sur une vision bourgeoise des affinités électives, très éloignée de la vision savante et spécialisée prônée par les disciplines académiques. Il faut dire que le chapitre cinq, qui décrit en détail la marginalisation des femmes et leur exclusion des postes universitaires, est plutôt déprimant à lire. Un autre effet de la disciplinarisation de l'histoire fut l'attention portée aux méthodes, aux sources et au style d'écriture. Les programmes d'études avancées (maîtrise et doctorats) se généralisant, la recherche devint plus spécialisée et adopta un style plus savant et « scientifique », cherchant ainsi à s'éloigner des jugements de valeurs explicites et du ton moralisateur caractéristique des travaux des amateurs. Comme le note l'auteur, les débats sur la méthode visaient moins la recherche de l'objectivité et de la neutralité que l'exclusion des amateurs et des femmes, jugées trop émotives et subjectives dans leurs jugements.

L'auteur évite les dichotomies et montre bien la continuité dans la transformation des pratiques. Ainsi, la *Canadian Historical Society* n'hésite pas à ses débuts à accueillir comme président à la fin des années

1920 des politiciens comme Rodolphe Lemieux et Robert Borden, malgré leur formation minimale en histoire. Selon l'auteur, de tels choix visaient à donner une légitimité nationale à la Société mais il aurait pu aussi ajouter que cela reflétait également la dominance de l'histoire politique dans la conception du travail de l'historien. Un autre aspect très intéressant de l'ouvrage est son traitement des rapports entre les chercheurs canadiens et américains. Il est en effet frappant de constater que les premiers projets d'envergure sur l'histoire canadienne avaient leur source aux États-Unis, comme si les Canadiens peinaient alors à définir eux-mêmes des projets d'envergure. C'est à un éditeur américain, qui cherchait à créer un projet comparable à l'*Encyclopédie américaine*, que l'on doit l'idée qui mènera à la publication des vingt-trois volumes de la série *Canada and its Provinces*, dirigée par Adam Shortt et Arthur Doughty et publiée entre 1909 et 1917. Un autre projet important sur l'histoire des relations canado-américaines prit forme grâce à la Fondation Carnegie et donna lieu à la publication de vingt-cinq volumes entre 1935 et 1941. C'est d'ailleurs dans cette série que parut l'ouvrage classique de Donald Creighton sur l'Empire commercial du Saint-Laurent. Sensible aux détails significatifs, l'auteur note les réponses des responsables canadiens aux demandes américaines d'utiliser l'anglais américain plutôt que britannique pour uniformiser la série des ouvrages. Comme quoi le nationalisme réside parfois dans des détails qui paraissent sans importance et même triviaux aux Américains qui furent surpris de la résistance des Canadiens et de leur acharnement à continuer à écrire « honour » au lieu de « honor ».

Bien qu'il traite implicitement de l'histoire en général, l'auteur se concentre en fait sur la production historique relative au Canada, malgré que la *Canadian Historical Society* couvre l'ensemble des domaines spatio-temporels et ne se limite pas à l'histoire canadienne. Il aurait été intéressant de connaître la perception et l'action des non canadienistes dans la construction de la discipline au Canada anglais. Ainsi, exclus par définition de la *Canadian Historical Review*, ils créèrent au milieu des années 1960 le *Canadian Journal of History*, indice qu'ils étaient devenus assez nombreux et conscients de leur autonomie pour se doter d'un organe national et ne plus dépendre uniquement de lieux de publication américain ou britannique.

Si la construction et le récit de cet ouvrage sont convaincants et intéressants, on ne peut en dire autant des quelques détours plus analytiques par lesquels l'auteur tente de s'élever au-dessus des faits pour tirer des leçons plus générales. Ainsi, après avoir affirmé qu'il rejette « the narrative structure of onward and upward movement that characterizes so much of the literature on professions » (p. 5), l'auteur

n'en décrit pas moins un mouvement qui reproduit l'histoire classique de la formation des disciplines et de la marginalisation des chercheurs non académiques devenus ainsi des « amateurs ». Il est de bon ton de critiquer l'évolutionnisme et la notion de progrès, mais il est plus difficile de monter en quoi exactement la formation de la discipline historique au Canada anglais ne suit pas les étapes habituelles des autres disciplines universitaires. Car contrairement à l'auteur, qui affirme sans plus d'argument qu'il n'y avait rien d'inévitable dans la création de la *Canadian Historical Association* (p. 68) et que la « professionnalisation » de l'histoire n'avait rien d'inévitable (p. 81), on peut affirmer qu'une fois institutionnalisée au sein des universités canadiennes il était en fait *inévitabile* et donc *prévisible* que soient créées une Société canadienne d'histoire pour promouvoir les activités des historiens canadiens et une revue nationale pour diffuser les recherches de façon autonome sans dépendre des américains ou des britanniques pour publier des travaux sur le Canada. Il en fut ainsi pour les scientifiques (physiciens, chimistes, mathématiciens, etc.) qui ont eux aussi créé leur association nationale et leur revue savante, tout comme il en fut ainsi pour les historiens québécois. Enfin, la notion de « profession », résultat du processus de « professionnalisation » annoncé dans le titre, est utilisée de façon trop vague pour jouer un rôle analytique. Après avoir admis que n'importe qui peut écrire de l'histoire alors qu'il faut une licence pour pratiquer la médecine, l'auteur affirme néanmoins que l'histoire est une profession car les historiens « were full time experts with prolonged training in a particular body of knowledge » (p. 4). En fait il n'est pas vraiment exact que la « professionnalisation » ainsi entendue définisse la frontière « between who could and who could not be a historian » (p. 3) : l'histoire n'étant pas une profession au sens de la loi, n'importe qui peut se dire historien, même si bien sûr il ne pourra jamais enseigner à l'université s'il n'a pas de diplôme de doctorat. Il sera tout simplement appelé « amateur » par ceux qui se présentent comme les véritables experts en la matière, soit les chercheurs formés dans cette discipline à l'université. Parler de « disciplinarisation » au lieu de « professionnalisation » aurait eu l'avantage de rappeler les différences juridiques cruciales sur le contrôle des titres qui séparent les formations professionnelles, comme le droit, le génie et la médecine, des formations purement académiques non contrôlées sur le marché du travail comme l'histoire, la science politique, la sociologie ou même la physique.

Mais ces faiblesses analytiques n'entament en rien le coeur de l'ouvrage qui éclaire de façon utile l'histoire de la discipline historique au Canada anglais. Il acquiert cependant plus de sens lorsque mis en rapport avec les

autres disciplines universitaires qui se sont constituées au cours de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle.

YVES GINGRAS  
*Université du Québec À Montréal*